

TRADUCTION

F. 97 — 1383 (95 — 3367)

[S - C - 97/33042]

**2 MAI 1995. — Décret modifiant la loi du 8 juillet 1976
organique des centres publics d'aide sociale. — Erratum**

Au *Moniteur belge* du 30 décembre 1995, à la page 35133, l'article 14, alinéa 2 du texte néerlandais doit être lu : « Artikel 78. De Regering kan, na advies van het college van burgemeester en schepenen, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn machtigen om over te gaan tot onteigeningen, indien zij van mening is dat de aanschaffing van de betrokken goederen het algemene nut dient. »

A la page 35133, l'article 15, § 2, alinéa 3, première phrase du texte néerlandais doit être lu : « Laat de raad voor maatschappelijk welzijn na om de begroting van het centrum binnen de wettelijk bepaalde termijn vast te stellen, dan kan het college van burgemeester en schepenen het centrum in gebreke stellen. »

A la page 35134, l'article 23, alinéa 3 du texte néerlandais doit être lu : « Deze termijn wordt gestuit door de verzending van een aangetekende brief, waarin de Regering of het college van burgemeester en schepenen een bepaald dossier of bijkomende inlichtingen aanvraagt. »

A la page 35135, l'article 27, alinéa 3 du texte néerlandais doit être lu : « De provinciegouverneur mag niet in de beheerraad van één van die verenigingen worden benoemd. »

VERTALING

N. 97 — 1383 (95 — 3367)

[S - C - 97/33042]

**2 MEI 1995. — Decreet tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976
betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. — Erratum**

Op blz. 35133 van het *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1995 moet artikel 14, lid 2, van de Nederlandse tekst worden gelezen : « Artikel 78. De Regering kan, na advies van het college van burgemeester en schepenen, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn machtigen om over te gaan tot onteigeningen, indien zij van mening is dat de aanschaffing van de betrokken goederen het algemene nut dient. »

Op blz. 35133 moet artikel 15, § 2, lid 3, eerste zin, van de Nederlandse tekst worden gelezen : « Laat de raad voor maatschappelijk welzijn na om de begroting van het centrum binnen de wettelijk bepaalde termijn vast te stellen, dan kan het college van burgemeester en schepenen het centrum in gebreke stellen. »

Op blz. 35134 moet artikel 23, lid 3, van de Nederlandse tekst worden gelezen : « Deze termijn wordt gestuit door de verzending van een aangetekende brief, waarin de Regering of het college van burgemeester en schepenen een bepaald dossier of bijkomende inlichtingen aanvraagt. »

Op blz. 35135 moet artikel 27, lid 3, van de Nederlandse tekst worden gelezen : « De provinciegouverneur mag niet in de beheerraad van één van die verenigingen worden benoemd. »

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 97 — 1384

[C - 97/27358]

26 JUIN 1997. — Décret modifiant le décret du 3 juin 1993 relatif aux principes généraux du plan de gestion des communes à finances obérées et le décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes de la Région wallonne (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'intitulé du décret du 3 juin 1993 relatif aux principes généraux du plan de gestion des communes à finances obérées est remplacé par « le décret du 3 juin 1993 relatif aux principes généraux des plans de gestion des communes et des provinces ».

Art. 2. A l'article 1^{er}, 2^e, du décret du 3 juin 1993 relatif aux principes généraux du plan de gestion des communes à finances obérées, insérer, entre le mot « communes » et les mots « qui sollicitent », les mots « et les provinces ».

Art. 3. A l'article 1^{er}, alinéa 2, du décret du 3 juin 1993 relatif aux principes généraux du plan de gestion des communes à finances obérées, insérer, entre les mots « certaines communes » et les mots « de l'obligation », les mots « et certaines provinces ».

Art. 4. A l'article 2 du décret du 3 juin 1993 relatif aux principes généraux du plan de gestion des communes à finances obérées, insérer, entre les mots « à toute commune » et les mots « d'arrêter un plan de gestion », les mots « ou à toute province qui, en application de l'article 2, § 2, du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne, a obtenu un prêt d'aide extraordinaire à long terme, avec intervention régionale ».

Art. 5. A l'article 3 du décret du 3 juin 1993 relatif aux principes généraux du plan de gestion des communes à finances obérées, ajouter, entre les mots « de la commune » et les mots « concernée, compte tenu du résultat », les mots « ou de la province ».

(1) *Session 1996-1997 :*

Document du Conseil 223 (1996-1997), n^{os} 1 à 8.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 11 juin 1997. Discussion. — Vote.

Art. 6. A l'article 4 du décret du 3 juin 1993 relatif aux principes généraux du plan de gestion des communes à finances obérées, ajouter, entre les mots « de la commune » et le mot « concernée », les mots « ou de la province ».

Art. 7. A l'article 5 du décret du 3 juin 1993 relatif aux principes généraux du plan de gestion des communes à finances obérées, ajouter, entre les mots « par le conseil communal » et les mots « et soumis », les mots « ou par le conseil provincial, le cas échéant. ».

Art. 8. A l'article 7 du décret du 3 juin 1993 relatif aux principes généraux du plan de gestion des communes à finances obérées, *in fine*, ajouter « ou de la province ».

Art. 9. A l'article 8 du décret du 3 juin 1993 relatif aux principes généraux du plan de gestion des communes à finances obérées, insérer, entre les mots « conseil communal » et le mot « établi », les mots « ou le conseil provincial, le cas échéant. ».

Art. 10. A l'article 10 du décret du 3 juin 1993 relatif aux principes généraux du plan de gestion des communes à finances obérées, alinéa 1^{er}, *in fine*, ajouter « ou à la province ».

Art. 11. L'article 13 du décret du 3 juin 1993 relatif aux principes généraux du plan de gestion des communes à finances obérées, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 13. Le plan de gestion peut fixer les conditions auxquelles sont soumises certaines dépenses de transfert. La justification de toutes dépenses de transfert devra accompagner le plan de gestion. »

Art. 12. L'intitulé du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes à finances obérées et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes de la Région wallonne est remplacé par « le décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne ».

Art. 13. A l'article 1^{er}, § 2, du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes à finances obérées et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes de la Région wallonne, remplacer les mots « à finances obérées » par les mots « et des provinces ».

Art. 14. Remplacer l'intitulé du chapitre II du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes à finances obérées et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes de la Région wallonne, par « Chapitre II Du financement du compte régional pour l'assainissement des communes et des provinces ».

Art. 15. A l'article 2, § 1^{er}, du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes à finances obérées et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes de la Région wallonne, remplacer, *in fine*, les mots « à finances obérées » par les mots « et des provinces ».

Art. 16. A l'article 2, § 2, du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes à finances obérées et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes de la Région wallonne, remplacer les mots « communes à finances obérées » par les mots « communes et, à titre exceptionnel et dûment justifié, les provinces, dans la stricte mesure où elles participent à une intercommunale de soins de santé ».

Art. 17. A l'article 2, du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes à finances obérées et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes de la Région wallonne, insérer un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. Une commune ou une province qui, en application de l'article 2, § 2, du présent décret, obtient une subvention du Gouvernement est tenue d'établir et d'adopter un plan de gestion conformément aux principes définis par le décret du 3 juin 1993 relatif aux principes généraux des plans de gestion des communes et des provinces. »

Art. 18. A l'article 5, § 1^{er}, du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes à finances obérées et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes de la Région wallonne, *in fine*, remplacer les mots « à finances obérées » par les mots « et des provinces ».

Art. 19. A l'article 5 du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes à finances obérées et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes de la Région wallonne, il est inséré un § 1^{er bis} rédigé comme suit :

« § 1^{er bis}. Le Centre a aussi pour mission de conseiller les provinces dans le suivi de leur plan de gestion. »

Art. 20. A l'article 5, § 2, *b*, du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes à finances obérées et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes de la Région wallonne, ajouter, entre le mot « communes » et le mot « sollicitant », les mots « et des provinces ».

Art. 21. A l'article 5, § 2, *c*, du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes à finances obérées et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes de la Région wallonne, ajouter, *in fine*, les mots « et des provinces ».

Art. 22. A l'article 5, § 2, *d*, du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes à finances obérées et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes de la Région wallonne, ajouter, *in fine*, les mots « et des provinces ».

Art. 23. A l'article 12 du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes à finances obérées et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes de la Région wallonne, ajouter, entre le mot « communes » et les mots « pour contracter », les mots « et les provinces ».

Art. 24. Il est inséré, dans le décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes à finances obérées et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes de la Région wallonne, un chapitre *Vibis* intitulé : « Du rapport d'activités ». Il comprend un article unique, l'article *16bis*, rédigé comme suit :

« Art. *16bis*. Chaque année, au plus tard le 30 juin, le Centre adresse au Conseil régional wallon un rapport d'activités couvrant l'ensemble des missions qui lui sont confiées au sens des §§ 1^{er}, 1^{er bis} et 2 de l'article 5 du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne. »

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 26 juin 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 97 — 1384

[C - 97/27358]

26. JUNI 1997 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 3. Juni 1993 über die allgemeinen Grundsätze des Verwaltungsplans der mit Schulden belasteten Gemeinden und des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Der Titel des Dekrets vom 3. Juni 1993 über die allgemeinen Grundsätze des Verwaltungsplans der mit Schulden belasteten Gemeinden wird durch den Titel "Dekret vom 3. Juni 1993 über die allgemeinen Grundsätze der Verwaltungspläne der Gemeinden und Provinzen" ersetzt.

Art. 2 - In Artikel 1 2° des Dekrets vom 3. Juni 1993 über die allgemeinen Grundsätze des Verwaltungsplans der mit Schulden belasteten Gemeinden ist nach dem Wortlaut "die Gemeinden" der Wortlaut "und die Provinzen" einzufügen.

Art. 3 - In Artikel 1 2° Absatz 2 des Dekrets vom 3. Juni 1993 über die allgemeinen Grundsätze des Verwaltungsplans der mit Schulden belasteten Gemeinden ist zwischen dem Wortlaut "gewisse Gemeinden" und dem Wortlaut "von der Verpflichtung" der Wortlaut "und gewisse Provinzen" einzufügen.

Art. 4 - In Artikel 2 des Dekrets vom 3. Juni 1993 über die allgemeinen Grundsätze des Verwaltungsplans der mit Schulden belasteten Gemeinden ist zwischen dem Wortlaut "jede Gemeinde" und dem Wortlaut "aufzwingen" der folgender Wortlaut einzufügen: "oder jede Provinz, die in Anwendung von Artikel 2 § 2 des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der Gemeinden und Provinzen zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region zu gewähren, eine außerordentliches langfristiges Unterstützungsdarlehen mit regionaler Beteiligung erhalten hat".

Art. 5 - In Artikel 3 des Dekrets vom 3. Juni 1993 über die allgemeinen Grundsätze des Verwaltungsplans der mit Schulden belasteten Gemeinden ist zwischen dem Wortlaut "der betroffenen Gemeinde" und dem Wortlaut "unter Berücksichtigung des Ergebnisses" der Wortlaut "oder Provinz" einzufügen.

Art. 6 - In Artikel 4 des Dekrets vom 3. Juni 1993 über die allgemeinen Grundsätze des Verwaltungsplans der mit Schulden belasteten Gemeinden ist zwischen dem Wortlaut "der betroffenen Gemeinde" und dem Wortlaut "für die Einnahmen und Ausgaben" der Wortlaut "oder Provinz" einzufügen.

(1) *Sitzung 1996-1997* :

Dokumente des Rates 223 (1996-1997) Nrn. 1 bis 8.

Ausführliches Sitzungsprotokoll. — Öffentliche Sitzung vom 11. Juni 1997.

Diskussion — Abstimmung.

Art. 7 - In Artikel 5 des Dekrets vom 3. Juni 1993 über die allgemeinen Grundsätze des Verwaltungsplans der mit Schulden belasteten Gemeinden ist zwischen dem Wortlaut "vom Gemeinderat" und dem Wortlaut "festgelegt" der Wortlaut "oder ggf. vom Provinzialrat" einzufügen.

Art. 8 - In Artikel 7 des Dekrets vom 3. Juni 1993 über die allgemeinen Grundsätze des Verwaltungsplans der mit Schulden belasteten Gemeinden ist zwischen dem Wortlaut "des Gemeindehaushalts" und dem Wortlaut "erforderlich wird" der Wortlaut "oder des Provinzhaushalts" einzufügen.

Art. 9 - In Artikel 8 des Dekrets vom 3. Juni 1993 über die allgemeinen Grundsätze des Verwaltungsplans der mit Schulden belasteten Gemeinden ist zwischen dem Wortlaut "Gemeinderat" und dem Wortlaut "einen Verwaltungsplan" der Wortlaut "oder ggf. der Provinzialrat" einzufügen.

Art. 10 - In Artikel 10 Absatz 1 des Dekrets vom 3. Juni 1993 über die allgemeinen Grundsätze des Verwaltungsplans der mit Schulden belasteten Gemeinden ist zwischen dem Wortlaut "der Gemeinde" und dem Wortlaut "mitgeteilt werden" der Wortlaut "oder der Provinz" einzufügen.

Art. 11 - Artikel 13 des Dekrets vom 3. Juni 1993 über die allgemeinen Grundsätze des Verwaltungsplans der mit Schulden belasteten Gemeinden wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 13 - Der Verwaltungsplan kann die Bedingungen festlegen, denen bestimmte Übertragungsausgaben unterliegen. Die Begründung der gesamten Übertragungsausgaben ist dem Verwaltungsplan beizufügen. »

Art. 12 - Der Titel des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren, wird durch den nachfolgenden Titel ersetzt: "Dekret vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der Gemeinden und Provinzen zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region zu gewähren".

Art. 13 - In Artikel 1 § 2 des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren, ist der Wortlaut "mit Schulden belasteten" zu streichen und hinter den Wortlaut "Gemeinden" der Wortlaut "und der Provinzen" einzufügen.

Art. 14 - Der Titel von Kapitel II des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren, ist durch folgenden Titel zu ersetzen: "Kapitel II - Die Finanzierung des regionalen Kontos für die Sanierung der Gemeinden und Provinzen".

Art. 15 - In Artikel 2 § 1 des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren, ist der Wortlaut "mit Schulden belasteten" zu streichen und hinter den Wortlaut "Gemeinden" der Wortlaut "und Provinzen" einzufügen.

Art. 16 - In Artikel 2 § 2 des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren, ist der Wortlaut "mit Schulden belasteten Gemeinden" durch den Wortlaut "Gemeinden und in ordnungsgemäß begründeten Ausnahmefällen die Provinzen, einzig und allein insofern sie in einer im Bereich der Gesundheitspflege tätigen Interkommunale vertreten sind," zu ersetzen.

Art. 17 - In Artikel 2 des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren, wird ein § 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« § 3. Eine Gemeinde oder eine Provinz, die in Anwendung von Artikel 2 § 2 des vorliegenden Dekrets eine Subvention der Regierung erhält, ist verpflichtet, einen Verwaltungsplan gemäß den im Dekret vom 3. Juni 1993 über die allgemeinen Grundsätze der Verwaltungspläne der Gemeinden und Provinzen festgelegten Bestimmungen auszuarbeiten und zu verabschieden. »

Art. 18 - In Artikel 5, § 1 des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren, ist der Wortlaut "mit Schulden belasteten" zu streichen und hinter den Wortlaut "Gemeinden" der Wortlaut "und Provinzen" einzufügen.

Art. 19 - In Artikel 5 des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren, wird ein Paragraph *1bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« § 1bis. Das Zentrum wird des weiteren beauftragt, die Provinzen bei der Ausführung ihres Verwaltungsplans zu beraten. »

Art. 20 - In Artikel 5 § 2 *b* des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren, ist nach dem Wortlaut "der Gemeinden" der Wortlaut "und Provinzen" einzufügen.

Art. 21 - In Artikel 5 § 2 *c* des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren, ist der Wortlaut "des Gemeindehaushalts" durch den Wortlaut "des Haushalts der Gemeinden und der Provinzen" zu ersetzen.

Art. 22 - In Artikel 5 § 2 *d* des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren, ist nach dem Wortlaut "der Gemeinden" *in fine* der Wortlaut "und der Provinzen" einzufügen.

Art. 23 - In Artikel 12 des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren, ist nach dem Wortlaut "von den Gemeinden" der Wortlaut "und den Provinzen" einzufügen.

Art. 24 - In das Dekret vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren, wird ein Kapitel *Vibis* mit dem Titel "Der Tätigkeitsbericht" eingefügt. Dieses Kapitel umfaßt einen einzigen Artikel *16bis* mit folgendem Wortlaut:

« Art. *16bis* - Jedes Jahr übermittelt das Zentrum dem Wallonischen Parlament vor dem 30. Juni einen Tätigkeitsbericht, in dem alle Aufgaben aufgeführt sind, die dem Zentrum im Sinne von Artikel 5 §§ 1 *1bis* und 2 des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der Gemeinden und Provinzen zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region zu gewähren, anvertraut werden. »

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 26. Juni 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens
und der Internationalen Beziehungen,
W. ANCION

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 97 — 1384

[C - 97/27358]

26 JUNI 1997. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 3 juni 1993 betreffende de algemene principes van het beheersplan voor gemeenten met schuldenlast en van het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten dat instaat voor de follow-up van en de controle op de beheersplannen van de met schulden bezwaarde gemeenten en dat het financiële evenwicht van de gemeenten van het Waalse Gewest moet helpen handhaven (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het decreet van 3 juni 1993 betreffende de algemene principes van het beheersplan voor gemeenten met schuldenlast heet voortaan "decreet van 3 juni 1993 betreffende de algemene principes van de beheersplannen voor de gemeenten en provincies".

(1) *Zitting 1996-1997 :*

Stukken van de Raad 223 (1996-1997), nrs. 1 tot 8.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 11 juni 1997. Bespreking. — Stemming.

Art. 2. In artikel 1, 2°, van het decreet van 3 juni 1993 betreffende de algemene principes van het beheersplan voor gemeenten met schuldenlast worden de termen "en de provincies" na de term "gemeenten" ingevoegd.

Art. 3. In artikel 1, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de termen "en bepaalde provincies" tussen de termen "bepaalde gemeenten" en "vrijstellen" ingevoegd.

Art. 4. In artikel 2 van hetzelfde decreet wordt de volgende tekst tussen de termen "iedere gemeente" en "verplichten" ingevoegd : "of iedere provincie die, krachtens artikel 2, § 2, van het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten dat instaat voor de follow-up van en de controle op de beheersplannen van de met schulden bezwaarde gemeenten en dat het financiële evenwicht van de gemeenten van het Waalse Gewest moet helpen handhaven, met de tussenkomst van het Gewest een langlopende lening voor buitengewone hulp heeft verkregen".

Art. 5. In artikel 3 van hetzelfde decreet worden de termen "of provincie" tussen de termen "de betrokken gemeente" en "dwingend helpen" ingevoegd.

Art. 6. In artikel 4 van hetzelfde decreet worden de termen "of provincie" na de termen "de betrokken gemeente" ingevoegd.

Art. 7. In artikel 5 van hetzelfde decreet worden de termen "of, in voorkomend geval, door de provincieraad" tussen de termen "gemeenteraad" en "opgesteld" ingevoegd.

Art. 8. In artikel 7 van hetzelfde decreet wordt de term "gemeentebegroting" vervangen door de termen "gemeente- of provinciebegroting".

Art. 9. In artikel 8 van hetzelfde decreet worden de termen "of, in voorkomend geval, de provincieraad" tussen de termen "gemeenteraad" en "een beheersplan" ingevoegd.

Art. 10. In artikel 10, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de termen "of aan de provincie" tussen de termen "aan de gemeente" en "betekend" ingevoegd.

Art. 11. Artikel 13 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 13. Het beheersplan kan de voorwaarden bepalen waaraan bepaalde overdrachtsuitgaven zijn onderworpen. De rechtvaardiging van alle overdrachtsuitgaven moet bij het beheersplan worden gevoegd. »

Art. 12. Het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten dat instaat voor de follow-up van de controle op de beheersplannen van de met schulden bezwaarde gemeenten en dat het financiële evenwicht van de gemeenten van het Waalse Gewest moet helpen handhaven heet voortaan "decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten dat moet zorgen voor de opvolging van en de controle op de beheersplannen van de gemeenten en provincies en dat het financiële evenwicht van de gemeenten en provincies van het Waalse Gewest moet helpen handhaven".

Art. 13. In artikel 1, § 2, van hetzelfde decreet van 23 maart 1995 worden de termen "de met schulden bezwaarde gemeenten" vervangen door de termen "de gemeenten en provincies".

Art. 14. Het opschrift van Hoofdstuk II van hetzelfde decreet wordt als volgt vervangen : "Hoofdstuk II. Financiering van de gewestelijke rekening voor de sanering van de financiën van de gemeenten en provincies".

Art. 15. In artikel 2, § 1, van hetzelfde decreet worden de termen "met schulden bezwaarde" geschrapt en worden de termen "en provincies" na de term "gemeente" ingevoegd.

Art. 16. In artikel 2, § 2, van hetzelfde decreet worden de termen "met schulden bezwaarde gemeenten" vervangen door de termen "gemeenten en, uitzonderlijk en behoorlijk bewezen, de provincies voor zover ze deelnemen in een intercommunale voor gezondheidszorg".

Art. 17. In artikel 2 van hetzelfde decreet wordt een als volgt luidende § 3 ingevoegd :

« § 3. Een gemeente of een provincie die, overeenkomstig artikel 2, § 2, van dit decreet, een toelage van de Regering krijgt, is gehouden een beheersplan op te maken en goed te keuren, krachtens de principes die bepaald zijn bij het decreet van 3 juni 1993 betreffende de algemene principes van de beheersplannen voor de gemeenten en provincies. »

Art. 18. In artikel 5, § 1, van hetzelfde decreet worden de termen "met schulden bezwaarde" geschrapt en worden de termen "en provincies" na de term "gemeenten" ingevoegd.

Art. 19. In artikel 5 van hetzelfde decreet wordt een als volgt luidende § 1bis ingevoegd:

« § 1bis. Het centrum heeft ook als opdracht de provincies te adviseren over de opvolging van hun beheersplan. »

Art. 20. In artikel 5, § 2, b, van hetzelfde decreet worden de termen "en provincies" tussen de termen "gemeenten" en "die" ingevoegd.

Art. 21. In artikel 5, § 2, c, van hetzelfde decreet worden de termen "en provincies" *in fine* toegevoegd.

Art. 22. In artikel 5, § 2, d, van hetzelfde decreet worden de termen "en provincies" *in fine* toegevoegd.

Art. 23. In artikel 12 van hetzelfde decreet worden de termen "en provincies" tussen de termen "gemeenten" en "gemandateerd" ingevoegd.

Art. 24. In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk *VIbis* met het opschrift "Activiteitenverslag" ingevoegd. Dit hoofdstuk bevat een enig artikel *16bis*, luidend als volgt :

« Art. *16bis*. Het Centrum bezorgt het Waals Parlement jaarlijks uiterlijk 30 juni een activiteitenverslag waarin alle opdrachten voorkomen die hem toevertrouwd worden in de zin van de §§ 1, *1bis* en 2 van artikel 5 van het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten dat instaat voor de follow-up van de controle op de beheersplannen van de met schulden bezwaarde gemeenten en dat het financiële evenwicht van de gemeenten van het Waalse Gewest moet helpen handhaven. »

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Namen, 26 juni 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Onderzoek, Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 97 — 1385 [97/31120]

27 MARS 1997. — Ordonnance portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement de la Roumanie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Bruxelles le 4 mars 1996 (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

(1) *Session ordinaire 1995-1996 :*
Documents du Conseil. — A-116/1 : Projet d'ordonnance.
Session ordinaire 1996-1997 :
A-116/2 : Rapport (renvoi).
Compte rendu intégral. — Discussion et adoption : séance du 7 mars 1997.

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 97 — 1385 [97/31120]

27 MAART 1997. — Ordonnantie houdende instemming met de overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie en de Regering van Roemenië inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, opgemaakt te Brussel op 4 maart 1996 (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

(1) *Gewone zitting 1995-1996 :*
Documenten van de Raad. — A-116/1 : Ontwerp van ordonnantie.
Gewone zitting 1996-1997 :
A-116/2 : Verslag (verwijzing).
Volledig verslag. — Bespreking en aanneming : vergadering van 7 maart 1997.